



Appel à participer à la campagne pour un audit citoyen de la dette publique !

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias.

Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe.

Extrait de l'appel national : www.audit-citoyen.org/



RÉUNION PUBLIQUE

Lundi 26 Mars à 20h

MAIRIE DU 12e

130 Avenue Daumesnil M° Dugommier/ Montgallet

animée par

CHRISTIAN CELDRAN

Membre du comité de coordination nationale du Collectif citoyen pour un audit de la dette, et du conseil scientifique d'Attac





La dette, d'où vient elle ?

Elle est née de la politique fiscale favorable aux plus riches :

- Le taux le plus élevé d'impôt sur le revenu (taux marginal) est passé en 30 ans de 65% à 41%.
- Les plus grosses entreprises cotées en bourse (CAC 40) sont seulement taxées à 8% de leurs bénéfices déclarés (les commerçants le sont de 22% à 28%).
- Les niches fiscales, la baisse de la TVA pour certaines catégories et les exonérations de cotisations sociales se sont multipliées.

Mais aussi :

- La fraude fiscale et les paradis fiscaux font perdre entre 40 et 50 milliards d'Euros par an.
- Les délocalisations de la production aggravent dramatiquement le chômage et ruinent l'économie.
- Le système bancaire privé a été sauvé à coups de milliards avec l'argent public, ce qui permet aujourd'hui aux banques de spéculer.. sur les dettes de ces mêmes états !

Qui paye aujourd'hui ?

- La part des salaires dans la valeur ajoutée, richesse créée par les salariés dans les entreprises, a baissé d'environ 12 points en moins de 30 ans dans l'union Européenne.
- A l'inverse en France par exemple, les dividendes versés aux actionnaires en 2007 représentaient 12,4% de la masse salariale contre 4,4% en 1982.

- Services publics, santé, éducation, financement des collectivités locales, allocations sociales, retraites, hausse de la TVA, réforme du droit du travail... l'austérité généralisée écrase les peuples en Europe et en France sous le prétexte de "rassurer les marchés"

Pourquoi payer une dette qui n'est pas la notre ?



Que peut on faire ?

Désarmons la finance !

D'autres peuples l'on fait : en 2001 le soulèvement populaire argentin entraînait une annulation partielle de la dette, en 2008, l'équateur décidait de ne pas rembourser « la part "illégitime" de la dette » et organisait un audit public... Aujourd'hui les peuples grec, italien espagnol résistent contre les politiques d'austérité... !

Participons à l'audit citoyen de la dette publique !

Réorganisation des banques centrales, réforme fiscale, séparation des banques d'affaires et des banques de dépôt, taxation des transactions financières, interdiction des produits financiers à risque, en finir avec les paradis fiscaux, contrôle citoyen des banques et du crédit... *Pourquoi pas ?*

Signez la pétition nationale : www.audit-citoyen.org/

Rejoignez le CAC Paris 12e:
cac75012@audit-citoyen.org

